

empruntant les mots que nous adresse notre confrère : à un but d'intérêt "tout local et tout d'égoïsme."

Nous demanderons s'il est possible d'alléguer d'autres raisons plausibles pour expliquer le changement d'opinion et la défection des médecins d'Ontario à l'égard du projet de loi de M. le Dr Roddick.

Notre confrère restera-t-il seul, avec un petit nombre d'adeptes parmi les médecins canadiens-français, à ignorer ce dont la plupart ont eu l'intuition, dès le début, et ce qui apparaît aujourd'hui de plus en plus manifeste au grand jour.

Mais nous ne voulons pas discuter les raisons de son attitude sur cette question. Nous respectons les opinions de tous ; et nous n'écrivons, en réponse à la note qu'il nous a adressée, que pour affirmer notre droit à un respect égal, en même temps que pour témoigner de notre désir des bons rapports et de bonne entente avec tous.

D'un autre côté, nous avons été grandement surpris, de voir dans la même note, une allusion à la prétendue scission qui existerait déjà entre les districts de Montréal et de Québec. Nous avouons, en toute sincérité, ne pas avoir conscience, ici, dans notre ville que telle scission existe, et nous ne voyons pas actuellement quels en pourraient être les motifs.

Nous reconnaissons bien des sujets d'une louable emulation dans les journaux et des revues de médecine et les sociétés médicales, qui rivalisent de zèle et font l'honneur des deux milieux ; mais jusqu'à présent ces éléments essentiels au développement et à la vulgarisation de la science, parmi notre profession, loin de créer des divisions, n'ont servi qu'à resserrer davantage les liens qui existaient auparavant entre les principaux médecins des deux villes ; elles ont été, de plus, le point de départ de nouvelles relations très amicales basées sur une considération réciproque et sur le sentiment d'une certaine solidarité, en poursuivant un même but scientifique. Nous croyons avoir déjà donné à tous des preuves non équivoques de notre haute appréciation, de notre désir de ralliement et de bonne entente et rien ne viendra changer cette attitude, dans l'avenir, nous osons l'espérer.

Nous pourrions ajouter sûrement que ce n'est certainement pas le moment opportun pour ceux qui cachent quelques dissentiments ou qui auraient encore souvenir de certains sujets de rivalité entre les deux milieux, de parler de scission, d'affecter le mépris des bons procédés et des égards mutuels, lorsque l'on voit les organes de la profession et les sociétés médicales des deux grands districts, se donner la main, dans une franche et